L'AMBITION INDIENNE

Du même auteur

Les Nationalistes hindous. Idéologie, implantation et mobilisation des années 1920 aux années 1990, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.

État et communautarisme (dir. avec Bertrand Badie), Paris, L'Harmattan, 1995.

L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours (dir.), Paris, Fayard, 1996 ; rééd. 2006 ; Paris, coll. « Pluriel », 2014, 2019.

BJP and the Compulsions of Politics in India (dir. avec Thomas Blom Hansen), Delhi/New York, Oxford University Press, 1998.

La démocratie en Inde. Religion, caste et politique, Paris, Fayard, 1998.

Le Pakistan, carrefour de tensions régionales (dir.), Bruxelles, Complexe, 1999 ; 2002.

Démocraties d'ailleurs. Démocraties et démocratisations hors d'Occident (dir.), Paris, Karthala, 2000.

Dr Ambedkar. Leader intouchable et père de la constitution indienne, Paris, Presses de Sciences po, 2000.

Le Pakistan (dir.), Paris, Fayard, 2000.

Pakistan. Nationalism Without a Nation? (dir.), Delhi/Londres/New York, Manohar/Zed Books, 2002.

Inde, la démocratie par la caste. Histoire d'une mutation socio-politique, 1885-2005, Paris, Fayard, 2005.

Repenser le nationalisme. Théories et pratiques (dir. avec Alain Dieckhoff), Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

Milices armées d'Asie du Sud. Privatisation de la violence et implication des États (dir. avec Laurent Gayer), Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

New Delhi et le monde. Une puissance émergente entre Realpolitik et soft power (dir.), Paris, Autrement, 2008.

Les Pays émergents (dir.), Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Patterns of Middle Class Consumption in India and China (dir. avec Peter van der Veer), Los Angeles, Sage, 2008.

Les Migrations (dir. avec Christian Lequesne), Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « L'Express », 2009.

(suite page 455)

Christophe Jaffrelot

L'AMBITION INDIENNE

Les paradoxes d'une nouvelle puissance

TALLANDIER
ESSAIS

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement
de systèmes d'intelligence artificielle. La fouille de textes
et de données est interdite conformément à l'article 4(3)
de la Directive (UE) 2019/790.

Cartes : © Légendes Cartographie/Éditions Tallandier, 2026

© Éditions Tallandier, 2026
7, cité Paradis – 75010 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-6007-4

Pour Elisabeth,
qui m'a fait découvrir l'Inde en 1982.

Introduction

En 2014, pour la première fois de son histoire, l'Inde a vu le Parti nationaliste hindou, le Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), accéder au pouvoir avec une majorité absolue à la chambre basse qui domine la scène parlementaire. Cela a permis à Narendra Modi, alors à la tête d'un des États de l'Union indienne, le Gujarat, de devenir Premier ministre. Modi a été reconduit dans ce rôle à la suite des élections législatives de 2019 et de 2024. En politique intérieure, les mandats de Modi – dont la durée est près d'égaler celle que Jawaharlal Nehru, le Premier ministre de l'Inde indépendante, a passée au pouvoir – se sont traduits par une transformation du régime parlementaire hérité du colonisateur britannique, tant en termes de remise en cause de la démocratie que de réduction des droits des minorités. Du point de vue de la politique extérieure – qui nous sert de point de départ dans le présent ouvrage –, le gouvernement de l'Inde cherche aussi à imprimer sa marque.

L'Inde de Modi aspire à la puissance ou, à tout le moins, à une reconnaissance internationale. Deux ans avant l'« *America First !* » de Trump, Narendra Modi avait fait de « *India First !* » un de ses slogans lors de la campagne électorale qui l'a porté au pouvoir en 2014[1], expliquant qu'il voulait promouvoir « une Inde confiante et sûre d'elle-même, qui dialogue avec la communauté internationale selon ses propres termes et conformément à ses propres principes[2] ». Au lendemain de son élection, l'idéologue en chef de son camp, Ram Madhav,

déclarait : « Le pays ne cédera plus. Modi fera passer l'intérêt national avant tout[3] ». En 2015, Ajit Doval, le Conseiller national à la sécurité du Premier ministre depuis 2014, affirmait, lui, que l'Inde, désormais, cesserait de boxer dans une catégorie indigne d'elle[4]. Quant au ministre des Affaires étrangères, S. Jaishankar, un diplomate de carrière qui, avant d'occuper ce poste avait été ambassadeur de l'Inde à Pékin et à Washington, il multiplie les ouvrages visant à montrer que l'Inde est maintenant en mesure de jouer les premiers rôles sur la scène internationale, comme l'indique le titre de son dernier livre, *Why Bharat Matters*[5], « L'Inde compte » (ou plutôt « Il faut compter avec l'Inde », le mot *Bharat* – nom sanskrit que les nationalistes hindous privilégient pour désigner l'Inde – étant ici employé à dessein). Au lendemain de sa nomination à la tête de la diplomatie indienne (comme « *Foreign Secretary* ») en 2015, il avait déjà indiqué que son pays était maintenant en mesure de passer du statut de « *balancing power* » (puissance d'équilibre) à celui de « *leading power* » (ce qu'on pourrait traduire comme « puissance d'initiative »)[6]. C'est la formule qu'il reprend dans *Why Bharat Matters*.

D'autres observateurs utilisent différentes catégories pour signifier la même idée : l'Inde passerait ainsi, pour certains, du statut de « puissance moyenne » à celui de « grande puissance émergente[7] ». Ce discours n'est pas que le fait des dirigeants du pays qui ont tout intérêt à présenter l'Inde sous un jour favorable : Shiv Shankar Menon, un autre diplomate de carrière qui, de 2010 à 2014, fut le Conseiller à la sécurité nationale de Manmohan Singh, le Premier ministre – du Parti du Congrès – de 2004 à 2014, présente lui aussi l'Inde comme « une puissance émergente prenant sa place parmi ses rivaux[8] ». Un diplomate de carrière ayant lui aussi servi bien des gouvernements jusqu'à sa retraite en 2006, Rajiv Sikri, dans son dernier livre précise encore le propos : « L'Inde ne se contente pas de rester un acteur de second ordre, un simple "contrepoids" ou un "État pivot". Elle a pour objectif de devenir un

"État de premier plan" ayant sa place à la table des grands de la scène internationale, sur un pied d'égalité avec les autres grandes puissances[9]. » Cette quête de puissance – et de reconnaissance – n'est pas nouvelle en soi, c'est la forme qu'elle revêt qui l'est.

Après l'Indépendance, Nehru, Premier ministre de 1947 à 1964, s'est attaché à jouer un rôle international et à faire reconnaître l'Inde comme une puissance[10]. Dans *The Discovery of India*, l'ouvrage que Nehru écrivit en prison en 1944, il soulignait que l'Inde « a le droit de revendiquer, dans l'histoire universelle, le rang que l'ignorance lui a longtemps refusé, et de prendre la place qui lui revient parmi les grandes nations[11] ». Mais la stratégie que le pays poursuivait alors se déclinait sur le mode du *soft power* et du non-alignement. D'un côté, l'Inde capitalisait sur le prestige hérité du mouvement d'émancipation nationale conduit par le Mahatma Gandhi sous le signe de la non-violence ; aussi l'ONU la sollicitait-elle pour jouer les médiatrices dans des conflits aussi âpres que ceux de Corée, de Formose ou d'Indochine. Comme l'écrit T. V. Paul, « en l'espace d'une quinzaine d'années à peine, Nehru aura accompli beaucoup pour rehausser le statut de l'Inde sur la scène internationale et nationale, en grande partie grâce au *soft power* et à la diplomatie[12] ». D'un autre côté, en tant que première colonie à avoir acquis son indépendance, l'Inde se présentait en cheffe de file des nations afro-asiatiques – pauvres pour la plupart – qui refusaient la logique des blocs née de la guerre froide ; et elle le faisait, précisément, au nom d'un idéal de non-violence. Cet idéal excluait en outre un investissement massif dans la chose militaire, l'Inde jouant résolument la carte du *soft power* aux dépens du *hard power*.

Cette démarche a montré ses limites dès 1962 lorsque la guerre éclair livrée par la Chine de Mao à l'Inde de Nehru s'est traduite par la déroute de cette dernière. En conséquence, New Delhi a cherché à moderniser son armée et a accéléré le programme nucléaire, comme l'a attesté l'essai nucléaire

de 1974 décidé par la Première ministre, Indira Gandhi, fille de Nehru. La carte nucléaire a ensuite été reléguée au second plan, de peur, notamment, que l'Inde ne s'expose à des sanctions internationales en procédant à de nouveaux essais. En 1998, le gouvernement d'A. B. Vajpayee a pris le risque de procéder à de nouveaux essais au nom d'un nationalisme exacerbé et a subi de fait de lourdes sanctions internationales. C'est que, pour la première fois, un leader du BJP occupait le sommet de l'État et tenait à manifester la volonté de puissance de son pays[13].

Depuis 2014, Narendra Modi, le deuxième Premier ministre de l'Inde à provenir des rangs du BJP, s'inscrit dans cette même perspective. Mais, à la différence de Vajpayee qui n'a dirigé l'Inde qu'à la tête d'un gouvernement de coalition et pour six ans seulement, le BJP de Modi dispose d'une majorité suffisante (même si elle n'est plus que relative depuis 2024) au Parlement pour mettre en œuvre une véritable stratégie de puissance aux facettes multiples. La première, civilisationnelle, offre une version nouvelle, dominatrice, voire expansionniste du *soft power* à l'indienne. La deuxième, diplomatique, consiste à revisiter le non-alignement d'antan pour mettre en œuvre ce que le ministre des Affaires étrangères de Modi, Jaishankar, appelle le « plurilatéralisme ». La troisième, stratégique, vise à doter l'Inde d'une force de frappe militaire – et à l'utiliser.

Une ambition internationale inédite

Ces trois dimensions font système car elles reposent sur un socle commun : un nationalisme assumé aux contours hindous autant – sinon plus – qu'indien. Dans son livre *The Indian Way*[14], Jaishankar invite d'ailleurs les non-Indiens qui voudraient comprendre la stratégie internationale de son pays à lire le *Mahabharata*, une « épopée [qui] domine ses équivalents des autres civilisations, pas seulement en longueur, mais aussi

par sa richesse et sa complexité[15] ». On retrouve bien sûr cette approche chez l'idéologue en chef du mouvement nationaliste déjà cité, Ram Madhav dont l'objectif numéro un est de rendre à l'Inde sa « grandeur[16] ». Mais Madhav d'ajouter que, pour cela, le *soft power* sur lequel misait Nehru – qualifié de « romantique » et d'« idéaliste », des épithètes qu'on retrouve sous la plume de Jaishankar – ne saurait suffire : « Il est temps pour l'Inde de déployer des efforts considérables pour construire la "marque *Bharat*" – celle d'une influence mondiale bienveillante. L'ère du *soft power* est révolue, et l'heure est venue pour le *smart power* de créer une identité de marque unique réservée à certaines nations[17]. » Jaishankar décrit la montée en puissance de l'Inde comme « la renaissance d'une civilisation[18] » avant de conclure : « Un État civilisationnel retrouve une fois encore sa place au sein de la communauté des nations[19]. » À noter que ce discours est largement passé inaperçu en France, dont les gouvernements successifs ont surtout vu en l'Inde un partenaire stratégique qui pouvait être de plus en plus précieux face à la Chine à mesure qu'elle montait en puissance, notamment en raison d'une coopération militaire aux facettes multiples entre Paris et New Delhi.

Dans la première partie de ce livre nous analyserons les contours de la nouvelle ambition indienne qui, comme le laissent entendre les références au *Mahabharata* et à *Bharat*, comporte une forte dimension ethno-religieuse. La motivation première des dirigeants de l'Inde actuelle est en effet d'affirmer la grandeur de la civilisation hindoue, ce qui n'était pas l'objectif de leurs prédécesseurs. Or cette démarche passe non seulement par les canaux diplomatiques habituels, mais aussi par l'influence de la diaspora, un relais transnational que le gouvernement Modi cultive d'une manière inédite. Mais il s'agit aussi pour lui d'exercer un pouvoir direct sur les autres pays et sur les institutions internationales afin de promouvoir ses intérêts nationaux sur le mode *Realpolitik*. Les dirigeants indiens soulignent d'ailleurs à l'envi que leur

politique étrangère se démarque de celle de Nehru qui péchait par excès d'idéalisme. Cette quête de puissance, qui s'inscrit dans le prolongement du nationalisme nucléaire de Vajpayee, implique aussi l'acquisition de moyens militaires nouveaux. La première partie du livre s'achève donc sur un tour d'horizon des initiatives prises par et pour l'armée en termes d'équipements et d'opérations commandos d'un genre nouveau.

La deuxième partie relativise la montée en puissance de l'Inde en soulignant, d'abord, les limites de sa stratégie plurilatéraliste qui, en cherchant à établir des relations d'égale intensité avec des pays aussi différents que la Russie et les États-Unis ou l'Iran et Israël a privé New Delhi d'alliés solides, voire l'a isolée. Cet isolement est particulièrement manifeste en Asie du Sud et dans l'océan Indien, où la Chine occupe des positions d'autant plus préjudiciables aux intérêts indiens que New Delhi, désormais très dépendante de Pékin sur les plans économique et commercial, ne dispose plus que d'une faible marge de manœuvre face à l'Empire du Milieu. Mais les faiblesses principales de l'Inde sont toutefois à rechercher sur la scène intérieure, à laquelle est consacrée la seconde moitié de l'ouvrage.

La puissance sans le développement ?

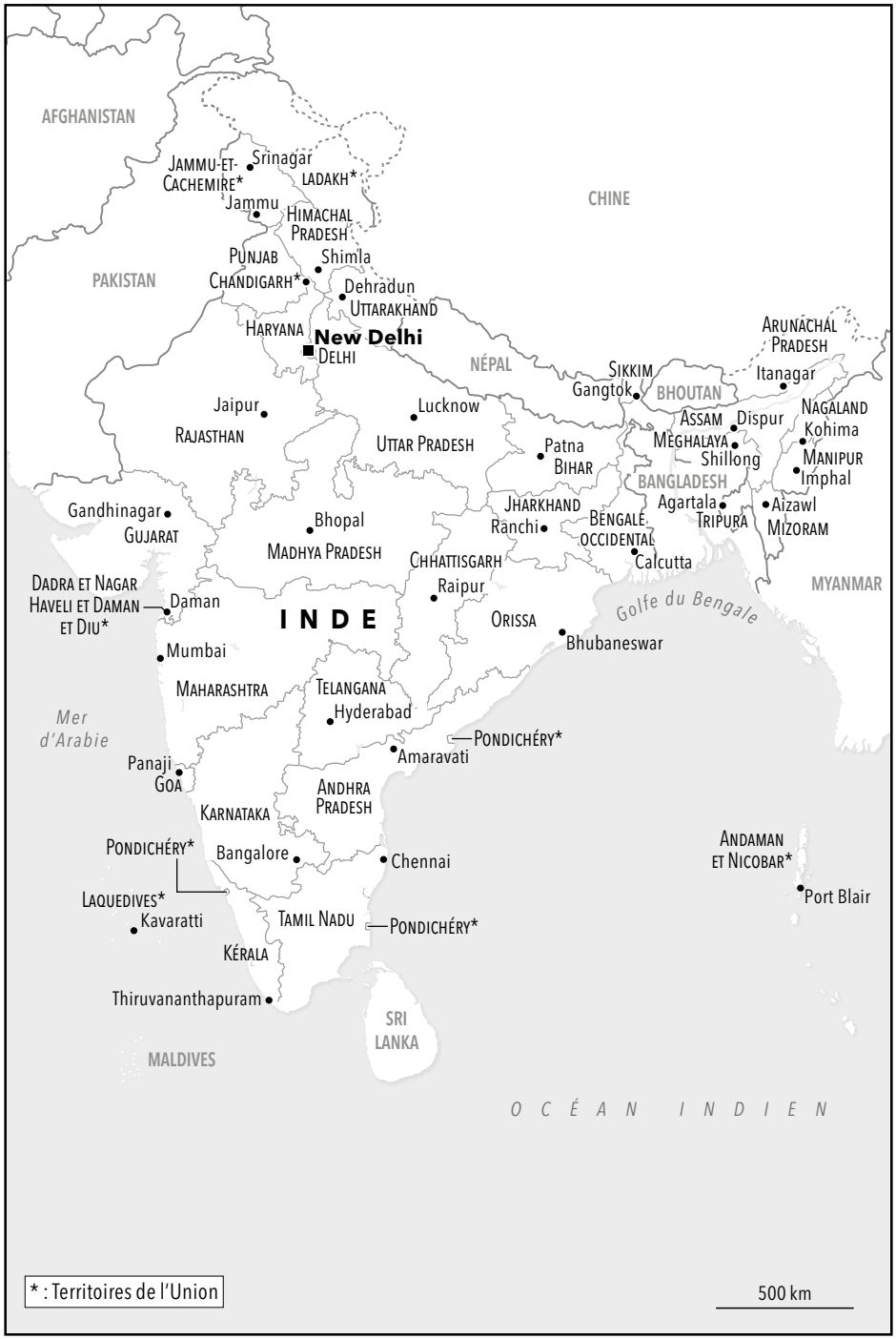
Le processus par lequel certains pays ont accédé à la puissance, dans l'histoire contemporaine, n'a pas toujours été le même. Mais tous ceux qui y sont parvenus sont passés par une transformation majeure, à savoir la création d'une industrie qui, peu à peu, a pris le pas sur l'agriculture comme secteur dominant de l'économie, avant que cette place ne soit, ensuite, occupée par les services – sans pour autant négliger le secteur industriel[20].

Dans la troisième partie de l'ouvrage, nous verrons que l'Inde peine à accomplir cette transition classique d'une

société agraire à une société industrielle, ce qui la prive de certains attributs de la puissance, et notamment d'une solide industrie de la défense. Sur le plan systémique, la faiblesse du processus d'industrialisation contraint la main-d'œuvre rurale au sous-emploi et à une pauvreté de masse qui dissuade les investisseurs d'augmenter leur production faute de marchés de consommation. En revanche, le secteur des services connaît un essor considérable, en raison notamment du dynamisme de ses entreprises informatiques. D'où l'une des questions majeures que nous explorerons en détail : un pays en quête de puissance peut-il se dispenser d'une révolution agricole et surtout d'une révolution industrielle pour faire en grande partie reposer son essor économique et social sur le secteur des services en acceptant une certaine dépendance économique vis-à-vis de la Chine ? Une telle quête de la puissance est largement inédite dans l'histoire monde.

La quatrième partie recherche les causes sociologiques de cette – si spécifique – trajectoire économique, et prend la mesure de ses conséquences sociales. Une hypothèque qui pèse sur l'essor du pays tient en effet à ses ressources humaines. Les États-Unis nous ont montré que la persistance de fortes inégalités n'empêchait pas nécessairement un accès durable à la puissance, mais l'Inde présente à cet égard un tableau plus contrasté encore en termes non seulement de classe, mais aussi de caste et de fragmentation religieuse. Ces lignes de fracture n'attisent pas seulement les tensions sociales et ethniques, elles limitent aussi l'accès du plus grand nombre à l'éducation. Si aucun pays n'a, en fait, « jamais été moderne », pour reprendre la formule de Bruno Latour, jusqu'à quel point l'Inde peut-elle inventer une voie nouvelle où la puissance se dispenserait du développement, non seulement en termes économiques, mais aussi sociaux et éducatifs ?

États et territoires de l'Union



Première partie

DU *SOFT POWER* AU *HARD POWER*

L'Inde de Narendra Modi exprime une volonté de puissance sans précédent qui repose sur un nationalisme ethno-religieux visant à faire reconnaître la supériorité de la civilisation hindoue sur la scène mondiale. Elle ambitionne de supplanter son *soft power* traditionnel par un *hard power* aux racines multiples. L'Inde s'efforce d'approfondir ses relations diplomatiques avec tous les pays pouvant servir ses intérêts. Sur le plan militaire, elle investit dans des matériels sophistiqués et fait parler les armes contre le Pakistan – qu'elle s'efforce d'isoler sur l'échiquier international. Au-delà, elle utilise des acteurs non étatiques inédits, allant de la diaspora aux hommes d'affaires. Jamais l'Inde n'avait manifesté une telle ambition.

Chapitre premier

De la supériorité civilisationnelle des hindous et son revers

Pour bien comprendre la spécificité du gouvernement Modi, il est utile de le comparer à celui de Nehru, auquel Narendra Modi lui-même ne cesse d'ailleurs de se référer. Son objectif est clairement de remplacer le « modèle nehruvien » – pour reprendre une formule journalistique – par un dispositif en tout point différent. Sur quoi ce modèle reposait-il ? Dans l'ordre économique, Nehru a introduit une forme de « capitalisme d'État » qui laissait l'essentiel de l'économie aux mains d'acteurs privés, mais qui les encadrait fortement en les soumettant aux priorités de Plans quinquennaux orchestrés par la toute-puissante Commission au Plan. Sur le plan politique, les années Nehru ont établi une démocratie parlementaire reposant sur des élections libres et donnant aux contre-pouvoirs que sont la Justice et la presse une grande indépendance. Sur le plan culturel, Nehru a promu la diversité linguistique en s'opposant aux nationalistes hindous, qui entendaient faire de l'hindi la seule langue officielle : il défendit le maintien de l'anglais comme langue officielle associée ainsi que la reconnaissance de 22 langues régionales, celles des États fédérés de l'Union indienne. Sur le plan religieux, Nehru a argumenté en faveur du « sécularisme », permettant ainsi aux minorités religieuses de conserver nombre de leurs coutumes, de créer leurs propres écoles, de bénéficier de subventions pour les

faire fonctionner et pour financer leurs pèlerinages, toutes étant également reconnues par l'État.

Sur le plan international enfin, l'action extérieure de Nehru, qui s'inscrivait dans le cadre de la guerre froide, se singularisait par le rejet des blocs au nom du non-alignement, un concept inventé par les dirigeants indiens. Au-delà, la diplomatie de Nehru reposait sur l'idée d'une troisième voie afro-asiatique exprimée lors de la conférence de Bandung où des représentants des deux continents ont adopté une charte visant surtout à défendre la souveraineté de pays indépendants depuis peu ou encore colonisés. Si Nehru a fait de l'émancipation des peuples d'Asie et d'Afrique un de ses principes cardinaux, c'est en partie parce que l'Inde de l'époque, à peine libérée du joug britannique, était aussi très nationaliste à sa manière. Nehru n'hésitait d'ailleurs pas à défendre la grandeur de la civilisation indienne et considérait que l'Inde « avait des leçons à donner au reste du monde ». Stephen Cohen, un des spécialistes américains de la politique étrangère de l'Inde au XXe siècle, assimile ce rôle de « *global teacher* » à celui du *chakravarti* de la tradition hindoue, le souverain qui maintient l'ordre du monde et d'abord celui de la société. Mais Cohen ajoute que « Nehru était réticent à jouer le rôle de *chakravarti*, même s'il l'endossait[1] ». Surtout, lorsque Nehru faisait l'éloge de la civilisation indienne, c'était pour en vanter la tolérance et l'ouverture aux autres en jouant la carte du *soft power* – une notion introduite dans le lexique des sciences sociales par l'universitaire américain Joseph Nye qui la définissait comme « la capacité à obtenir ce que l'on veut par l'attractivité plutôt que par la coercition ou moyennant des contreparties financières. Elle découle de l'attrait de la culture, des idéaux politiques et des politiques d'un pays. Lorsque nos politiques sont perçues comme légitimes aux yeux des autres, notre *soft power* s'en trouve renforcé[2] ».

Pour Nehru, le génie indien venait de sa capacité à l'inclusion. Dans *La Découverte de l'Inde*, il attribue la remarquable longévité de la civilisation indienne à la fois à cette « vitalité

interne[3] » et au fait qu'elle s'est toujours nourrie d'apports extérieurs :

> On s'est toujours efforcé de comprendre, d'harmoniser le nouveau avec l'ancien, du moins avec ce que l'on estime digne d'être préservé. Souvent, on ne garde de l'ancien que l'enveloppe, en manière de symbole, et son contenu change. Mais quelque chose de primordial et de vivant subsiste, un élan qui pousse les gens dans une direction dont ils ne sont pas entièrement conscients, comme un désir constant de synthèse entre le nouveau et l'ancien. […] Nous sommes une race ancienne, ou plutôt un curieux amalgame de nombreuses races, et notre mémoire commune remonte à la nuit des temps[4].

Nehru fait ici reposer l'identité indienne sur une formidable capacité à tenir ensemble l'atavisme propre au nationalisme ethnique et une grande ouverture sur le monde. Celle-ci a souvent été assimilée à la légendaire tolérance indienne, un des piliers du *soft power* mis en œuvre par le Mahatma Gandhi, Nehru et ses successeurs. C'est à cette tolérance qu'on peut en partie attribuer la décision de l'Assemblée constituante indienne d'inscrire la liberté de culte et de conscience dans la plus haute norme de droit nationale. L'autre pilier, plus politique, sur lequel a longtemps reposé le prestige de l'Inde, n'est autre que la démocratie inscrite, elle aussi dans la Constitution de 1950 et se réclamant des mêmes attributs que la plupart des pays occidentaux : égalité de tous les citoyens, droit de vote pour tous, séparation des pouvoirs, etc.

Or cet héritage est aujourd'hui remis en cause d'une manière radicale. Le gouvernement de Narendra Modi ne célèbre pas la civilisation indienne, mais la civilisation hindoue avec laquelle son pays serait enfin en mesure de renouer après 1 200 ans de servitudes – sous le joug des musulmans puis des Britanniques, des sources d'influence extérieures dont l'Inde avait pourtant partiellement tiré parti d'après Nehru. En refermant cette longue parenthèse, les nationalistes hindous aspirent à renouer

avec la grandeur passée, une entreprise qui repose sur une réécriture de l'histoire aux accents militants voire xénophobes[5]. Leur nationalisme obsidional procède d'une idéologie vieille de plus d'un siècle, l'Hindutva. Longtemps, celle-ci s'est limitée aux frontières de l'Inde, mais avec la conquête du pouvoir politique, ses hérauts aspirent à faire reconnaître la supériorité de leur civilisation par le reste du monde. Cette approche nuit d'autant plus au *soft power* indien traditionnel qu'elle se double de persécutions à l'encontre des minorités musulmanes et chrétiennes en Inde. En outre, le gouvernement Modi sape aussi les bases de ce *soft power* en détruisant certains fondements de la démocratie et de l'État de droit indien.

Une nouvelle volonté de puissance – et de reconnaissance

Si, au lendemain de la Révolution de 1789, la France s'est voulue « l'institutrice du genre humain », l'Inde de Modi aspire, elle, à devenir le maître à penser du monde : le *Vishwaguru*, littéralement le « maître spirituel de l'univers », un terme que les nationalistes hindous utilisent volontiers pour désigner leur pays et « l'idée que l'Inde possède une mission unique dans le monde et une sagesse unique à transmettre[6] ».

Ce mot a d'abord été employé par les chefs du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS – Association des Volontaires nationaux), une organisation nationaliste hindoue née en 1925 qui assimile l'identité indienne à la civilisation hindoue[7]. Les leaders du RSS perpétuent aujourd'hui, et donc depuis plus d'un siècle, l'idéologie de V. D. Savarkar qui, le premier, en 1923, a défini la notion d'Hindutva dans un livre fondateur, *Hindutva. Who Is a Hindu?*[8]. Depuis, les nationalistes hindous considèrent les hindous comme un peuple, le peuple originel d'une terre sacrée appelée *Bharat*, le nom utilisé pour désigner l'Inde dans certains des textes sacrés

les plus anciens, comme les épopées du *Ramayana* et du *Mahabharata*[9]. Pour eux, l'idée néhruiste de « mélange des races » est inconcevable car la pureté du sang doit être préservée à tout prix.

Un véritable choc des civilisations : l'héritage toujours actuel de l'époque coloniale

Pour bien comprendre l'épaisseur historique de l'idéologie nationaliste hindou, il faut resituer Savarkar et le RSS dans le temps long de l'époque coloniale auquel on trouve tant d'échos et de références aujourd'hui. Ils sont en effet les héritiers de mouvements de réforme socio-religieux nés dès le XIXe siècle en réaction à la colonisation et au prosélytisme des missions chrétiennes qui – avec des hauts et des bas – ont pu œuvrer en Inde grâce à la conquête du pays par les Britanniques. Les initiateurs de ces mouvements, systématiquement issus de castes dites supérieures, et plus particulièrement de celle des brahmanes (prêtres et lettrés), craignaient en effet de voir les hindous se convertir au christianisme. Le premier de ces mouvements, le Brahmo Samaj, créé en 1828 par Ram Mohan Roy à Calcutta, est révélateur du sentiment de vulnérabilité qui travaille alors les élites hindoues, et de la stratégie mise en œuvre pour y résister. À cause des missionnaires et des Européens installés en Inde qui n'avaient de cesse de critiquer l'hindouisme pour son culte des idoles et son polythéisme, Roy s'emploie à retrouver dans certains des textes les plus anciens de l'hindouisme, et en particulier dans le *Vedanta*, un culte monothéiste et lance une liturgie des plus épurées. Par ce détour qu'il présente comme un retour aux sources, il découvre (invente ?) un véritable âge d'or hindou datant des Védas, les textes les plus anciens de la littérature sanskrite. Grâce à cette « découverte », il renverse le rapport de force psychologique et ouvre la voie à une forme d'affirmation identitaire de type

revivaliste prônant une renaissance culturelle *via* un retour aux sources civilisationnel[10] : les hindous, jusqu'alors sur la défensive face aux missionnaires, peuvent leur rétorquer que leur religion, à l'origine, n'était pas moins monothéiste que la leur.

Cette démarche franchit un cap décisif à la fin du XIXe siècle lorsqu'un autre Bengali, Swami Vivekananda, non seulement conteste la supériorité de l'Occident chrétien dont se targuait surtout l'Angleterre victorienne, mais affirme celle de l'hindouisme sur toutes les religions en vertu de sa grande spiritualité. Invité à Chicago en 1893 pour participer au Parlement des religions, il y déclare :

> Je vous remercie [de votre invitation] au nom de l'ordre monastique le plus ancien du monde [une référence à son statut d'ascète ou *sannyasin*] ; je vous remercie au nom de la mère des religions [l'Inde hindoue] ; je vous remercie au nom des millions et des millions d'hindous de toutes classes et de toutes sectes… Je suis fier d'appartenir à une religion qui a appris au monde la tolérance et aussi l'acceptation universelle de l'autre[11].

En 1894, à New York, Vivekananda crée une Société du Vedanta, dont il établira une autre branche à San Francisco en 1900 à l'occasion d'un nouveau séjour aux États-Unis. Entretemps, de retour en Inde, il fonde la Ramakrishna Mission qui a vocation à « poursuivre son œuvre en envoyant des moines pour enseigner en Inde et à l'étranger[12] ». Son but était ici d'amener « ses disciples [à] se concevoir comme les pionniers d'une évolution inscrite dans le mouvement de la "nature" : la supériorité de la vision orientale et spirituelle [étant] destinée à supplanter le point de vue matérialiste de l'Occident[13] ».

Grâce à Vivekananda – et à d'autres figures comparables –, l'Inde hindoue a trouvé le moyen de compenser sa faiblesse matérielle : dominée militairement, politiquement et économiquement par les Britanniques, il ne lui restait guère que le

répertoire culturel et moral qu'offrait la religion, d'autant que la civilisation hindoue impressionnait déjà depuis longtemps orientalistes et théosophes du monde entier. Les nationalistes hindous sont aujourd'hui les héritiers de ce précurseur que fut Vivekananda, dont Narendra Modi se réclame d'ailleurs très souvent.

Ressorts et mise en scène de la « supériorité hindoue » dans l'Inde de Modi

Depuis le début du XXe siècle, les tenants de l'Hindutva se singularisent par leur croyance dans la supériorité absolue de la civilisation hindoue et leur rejet – corrélatif – de toute influence extérieure. Dès 1906, l'un de ces idéologues, Har Bilas Sarda, publiait *Hindu Superiority. An Attempt to Determine the Position of the Hindu Race in the Scale of Nations*. Après avoir passé en revue les atouts de la civilisation hindoue en termes d'aptitude à gouverner, de cohésion sociale – une qualité attribuée au système des castes – et de caractère des hindous (notamment vantés pour leur patriotisme), l'auteur décrit comment les hindous ont colonisé le monde, en commençant par l'Égypte, 8 000 ans av. J.-C., puis la Grèce[14] –, Rome, l'Europe et l'Amérique. Une dernière partie explique comment l'Inde hindoue dominait les arts et les sciences, soulignant, par exemple, la supériorité du *Ramayana* et du *Mahabharata* sur l'*Iliade* et l'*Odyssée*[15].

Cette prétention à la supériorité civilisationnelle exclut naturellement tout emprunt au reste du monde – qui, en revanche a reçu les bienfaits de la colonisation hindoue, ainsi que Ram Madhav le soutient aujourd'hui. Selon lui, la supériorité de l'hindouisme s'est manifestée dès l'aube des temps à travers des inventions tant matérielles qu'immatérielles qui ont permis à l'humanité de prospérer : à l'époque antique (aucune date n'est précisée), « sous l'impulsion des hindous et des Grecs, un ordre

moral a peu à peu pris forme au cours des premiers siècles avant le début de l'ère chrétienne[16] ». Et l'auteur d'ajouter d'une manière tout aussi vague et péremptoire : « À peu près à la même époque, les hindous ont également fait connaître les Vedas, les *Upanishads* et d'autres ouvrages classiques, ce qui a conduit à l'émergence d'un ordre social supérieur en Orient[17]. » En fait, c'est sous les Moghols que l'Inde est devenue un des leaders de l'économie mondiale à la suite de la création par la dynastie du même nom d'un Empire qui survivra près de deux siècles, le premier Empire musulman pan-indien, le sultanat de Delhi (1026-1525) n'ayant avant lui couvert l'ensemble du territoire que d'une manière éphémère. Mais Ram Madhav réécrit l'histoire et, conformément à la vulgate nationaliste hindoue, prétend qu'à l'âge d'or de l'Antiquité hindoue a succédé une ère de décadence du fait – précisément – des invasions musulmanes : « La colonisation, d'abord par les Moghols et d'autres peuples d'Asie centrale, puis par les Britanniques, au total sur plus de 800 ans, avait laissé le pays anéanti et appauvri[18]. » De la même façon, dès 2014, dans son discours du Madison Square Garden, Narendra Modi expliqua à des milliers d'Indiens de la diaspora que son gouvernement était là pour refermer une parenthèse de 1 200 ans au cours de laquelle ils avaient été « esclaves[19] »… Le gouvernement indien s'emploie donc depuis 2014 à rendre à l'Inde sa grandeur passée – prémusulmane – et à faire reconnaître la valeur de la culture hindoue par le reste du monde. Une démarche qui s'incarne à la fois dans un discours civilisationnel et dans une action politico-diplomatique.

Le yoga, titre de gloire de l'Inde sur la scène internationale

La promotion du yoga par le gouvernement de Narendra Modi, à peine celui-ci arrivé au pouvoir, illustre bien sa quête de reconnaissance internationale dans l'ordre culturel[20]. L'exportation du yoga en Occident n'est pas récente.

Elle a d'abord été le fait de gourous qui, dans le sillage de Vivekananda, se sont installés aux États-Unis[21], à commencer par Yogananda, arrivé à Boston en 1920 et établi ensuite à Los Angeles, où il créa la Self-Realization Fellowship Church. En 1930, Prabhavananda, un moine de la Ramakrishna Mission, crée la Vedantic Society of South California. Mais le phénomène du yoga gagne encore plus en ampleur à partir des années 1960, une décennie où l'on célèbre volontiers les valeurs de l'hindouisme à la suite des Beatles et du mouvement hippie. Le nombre de pratiquants du yoga serait ainsi passé de 20,4 millions d'Américains en 2012 à 36,7 millions en 2016[22]. Ces chiffres sont du même ordre de grandeur – toutes proportions gardées – en France, où le nombre de pratiquants du yoga aurait bondi de 1,6 à 7,9 millions de personnes du début des années 2010 au début de la décennie suivante[23].

C'est dans ce contexte que les gouvernements nationalistes hindous vont s'efforcer de mettre le yoga au service de la grandeur de leur mère patrie. En 2000, le gouvernement d'A. B. Vajpayee redéfinit le yoga, non plus comme un « exercice physique », mais comme un « savoir autochtone et la contribution de l'Inde au genre humain »[24]. Surtout, dès sa prise de fonction en 2014, le Premier ministre Narendra Modi milite pour que l'ONU fasse du 21 juin – qui marque à la fois le solstice d'été et l'anniversaire de la mort du fondateur du RSS, K. B. Hedgewar –, une « Journée internationale du yoga ». Son discours de 35 minutes, en hindi – ce qui allait devenir la règle[25] –, à la tribune des Nations unies commence par faire l'éloge de la civilisation indienne qui a inventé le yoga. Il souligne ensuite que cette civilisation voit l'humanité comme une grande famille et que ce sens de l'unité spirituelle de tous se lit dans le mot même « yoga » (« réunir »)[26]. Il ajoute qu'à ce titre, la civilisation indienne a préparé le terrain au multilatéralisme dont l'ONU est le symbole – en un sens, l'Inde ancienne est la matrice des Nations unies. Et Modi

de conclure : « Le yoga est un cadeau inestimable de notre tradition ancestrale[27]. »

L'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution dans ce sens à la quasi-unanimité le 10 décembre 2014. Aussitôt, l'affaire prend un tour politique : « sous l'égide des ambassades de l'Inde, dans le monde entier, des pratiques publiques de yoga rassemblant parfois des dizaines de milliers de personnes sont organisées chaque 21 juin[28] ». Lors de la première édition, le 21 juin 2015, Narendra Modi prononce à New Delhi – devant un parterre de dignitaires indiens et étrangers – un discours à la tonalité nationaliste : « Des rives de l'Indus, le yoga s'est répandu sur tous les continents, apportant l'harmonie entre l'homme et la nature ainsi qu'une approche holistique de la santé et du bien-être[29]. » Ces propos s'inscrivent dans la logique traditionnelle du *soft power* indien – auquel le yoga aura tant contribué – mais ouvrent déjà la voie à d'autres canaux d'affirmation de la supériorité hindoue. En 2017, lors de la troisième édition, Modi se félicite ainsi que « de nombreux pays qui ne connaissent ni notre langue, ni nos traditions, ni notre culture, se rapprochent aujourd'hui de l'Inde grâce au yoga[30] ».

Dès le premier gouvernement Modi, la promotion du yoga a été confiée à un nouveau ministère, chargé de toutes les médecines traditionnelles de l'Inde. C'est sous son autorité qu'un Institut national du yoga décerne désormais les diplômes d'enseignants de cette discipline[31]. Et former des professeurs de yoga pour les pays étrangers est aujourd'hui une priorité. Le fer de lance de la diplomatie publique de l'Inde, l'Indian Council for Cultural Relations, a en effet créé en 2017 des professeurs de culture indienne enseignant le yoga, le sanskrit et les Védas dans chaque ambassade[32]. Aux États-Unis, l'enseignant de yoga se donnait pour objectif de former des spécialistes qui pourraient eux-mêmes former des professeurs de yoga dans chacun des États du pays[33].

Si cette démarche s'inscrit dans le prolongement des politiques antérieures de rayonnement culturel répondant à la

logique du *soft power*, elle s'en distingue par l'accent mis sur la seule dimension hindoue de la civilisation indienne. Surtout, ce tropisme se double de discours et de pratiques plus nationalistes encore vis-à-vis de la démocratie et du rayonnement – tant intellectuel que géographique – de l'Inde ancienne.

L'Inde, berceau du savoir et de la démocratie

Au fil du temps, le gouvernement Modi a en effet revendiqué pour l'Inde une antériorité mondiale dans bien des domaines. Les ministres de la culture et de l'éducation qui se sont succédé depuis 2014 ont ainsi évoqué à l'envi les prouesses de l'Inde antique en matière de science et technologie. Narendra Modi lui-même soutint sur la base d'épisodes de la mythologie hindoue que l'Inde ancienne connaissait les manipulations génétiques, la chirurgie esthétique et les sciences spatiales[34]. Son gouvernement a d'ailleurs réécrit bien des manuels scolaires en mêlant histoire et mythologie, voire en faisant passer la seconde pour de l'histoire afin, notamment, de démontrer l'antériorité de la civilisation hindoue à la plus haute Antiquité. Le ministère de la Culture a ainsi commandé à un groupe d'experts une « étude holistique de l'origine et de l'évolution de la culture indienne depuis 12 000 ans avant notre ère, et de ses interactions avec les autres cultures du monde[35] ».

La prétention de l'Inde à avoir été à l'origine de tout ce qui est bon pour l'homme a pris une tournure plus politique lorsque Narendra Modi a présenté son pays comme la mère de la démocratie lors du deuxième Sommet de la démocratie en 2023 :

> *Namaskar !*
>
> Je vous transmets les salutations de 1,4 milliard d'habitants de l'Inde.
>
> L'idée de dirigeants élus était courante dans l'Inde antique, bien avant de l'être dans le reste du monde. Dans notre épopée ancienne, le *Mahabharata*, le choix de leur dirigeant est décrit comme le premier devoir des citoyens.

> Nos Vedas sacrés évoquent l'exercice du pouvoir politique par des organes consultatifs à l'assise large. Dans l'Inde antique, où les dirigeants ne possédaient pas de titre héréditaire, il existe également de nombreuses références historiques à des États républicains. L'Inde est, en effet, la mère de la démocratie[36].

Lors du troisième Sommet de la démocratie il ajouta quelques précisions : « L'Inde possède une culture démocratique ancienne et d'une parfaite continuité. La démocratie a été le moteur de la civilisation indienne[37]. » Modi répéta ce genre de propos devant le Congrès américain lors de la visite d'État qu'il effectua à Washington en 2024 : « L'ADN de l'Inde est intimement lié à la démocratie. La démocratie circule dans notre esprit collectif, elle bat dans nos veines. Nous incarnons la démocratie, nous vivons et respirons son essence[38]. »

Modi ne se contente pas de présenter l'Inde comme la plus ancienne des démocraties, mais, dans son discours du Capitole en fait un modèle pour le reste du monde : « Elle donne également l'espoir au monde entier que la démocratie tienne ses promesses et qu'elle soit source d'autonomisation des individus. » Ce discours relève d'une logique de propagande étant donné que, sous Narendra Modi les inégalités de classe et de caste se sont creusées et que les minorités religieuses ont été victimes de discriminations croissantes.

Notes

Notes de l'introduction, p. 9

1. Cette formule faisait partie du vocabulaire des nationalistes hindous depuis longtemps (voir K. R. Malkani, *India First*, New Delhi, Ocean Books, 2002).

2. « CM Blogs on 65th Republic Day: Looking towards the Future and Strengthening Our Republic with the Motto of India First », 26 janvier 2014.

3. Cité dans V. K. George, « Modi Meets the World », *The Hindu*, 6 novembre 2014.

4. « NSA Ajit Doval Underlines Use of Power: India Should Stop Punching below Its Weight », *The Indian Express*, 5 août 2015.

5. S. Jaishankar, *Why Bharat Matters*, New Delhi, Rupa, 2024, p. 61.

6. Cité dans S. Ganguly, « Modi Still Has Great-Power Ambitions for India », *Foreign Policy*, 19 juin 2024. Voir le discours de S. Jaishankar, « IISS Fullerton Lecture by Dr. S. Jaishankar, Foreign Secretary in Singapore », 20 juillet 2025.

7. R. Bhatia, « The Emerging Exception: India Sees Itself as Transcending Middle Power », *The Diplomat*, 17 avril 2025.

8. S. S. Menon, *India in a World Adrift: A Rising Power Takes Its Place among Rivals*, Lowy Institute Paper, 17 mars 2025.

9. R. Sikri, *Strategic Conundrums: Reshaping India's Foreign Policy*, New Delhi, Ebury Press, 2024, p. 270.

10. A. Pande, « Nehru Said India's Global Rise Was 'Inevitable'. This Belief Now Defines Our Foreign Policy », *The Print*, 1er août 2020.

11. J. Nehru, *The Discovery of India*, New Delhi, Oxford University Press, 1989, p. 210.

12. T. V. Paul, *The Unfinished Quest: India's Search for Major Power Status from Nehru to Modi*, Bangalore, Context, 2024, p. 91.

13. C. Jaffrelot, « Du nationalisme hindou au nationalisme nucléaire en Inde », *Études*, 389/4, octobre 1998, p. 305-315.

14. S. Jaishankar, *The India Way: Strategies for an Uncertain World*, New Delhi, HarperCollins India, 2020, p. 114.

15. *Ibid.*, p. 48-49.

16. R. Madhav, *The New World: 21st Century Global Order and India*, New Delhi, Rupa, 2025, p. 311.

17. S. Jaishankar, *Why Bharat Matters*, *op. cit.*, p. XX.

18. *Ibid.*, p. XIX.

19. *Ibid.*, p. 219.

20. Ce processus de modernisation a parfois été favorisé par des soutiens extérieurs, qu'il s'agisse de l'aide américaine apportée aux pays d'Asie orientale (les fameux « dragons ») pour contenir le communisme dans le cadre de la guerre froide ou des investissements occidentaux qui ont permis le décollage de la Chine.

Notes du chapitre premier, p. 19

1. S. Cohen, *India: Emerging Power*, Delhi, Oxford University Press, 2001, p. 38.

2. J. Nye, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New York, PublicAffairs, 2004, p. X.

3. J. Nehru, *La Découverte de l'Inde*, Arles, Philippe Picquier, 2002, p. 103-104 [1946].

4. *Ibid.*, p. 65-66.

5. C. Jaffrelot, *L'Inde de Modi. National-populisme et démocratie ethnique*, Paris, Fayard, 2019.

6. I. Hall, *Modi and the Reinvention of Indian Foreign Policy*, Bristol, Bristol University Press, 2019, p. 83.

7. C. Jaffrelot, *Les Nationalistes hindous. Idéologie, implantation et mobilisation des années 1920 aux années 1990*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.

8. V.D. Savarkar, *Hindutva : who is a Hindu?*, Bombay, S.S. Savarkar, 1969 [1923].

9. Dans cette vision de la nation indienne, les minorités religieuses (les musulmans et les chrétiens) dont le culte est apparu sur une autre terre ne peuvent être autre chose que des pièces rapportées et des citoyens de seconde zone.

10. C. Jaffrelot, « Ram Mohan Roy, universaliste ou nationaliste ? Le néo-hindouisme, produit du mimétisme stratégique », dans D. Martin (dir.), *L'Identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, Paris, Karthala, 2010, p. 179-200.

11. Cité dans D. Killingley, « Vivekananda et la réinterprétation du yoga », dans Y. Tardan-Masquelier (dir.), *Yoga*, Paris, Albin Michel, 2021, p. 459.

12. *Ibid.*, p. 462.

13. *Ibid.*, p. 463.

14. H. B. Sarda, *Hindu Superiority: An Attempt to Determine the Position of the Hindu Race in the Scale of Nations*, New Delhi, Hindu Academy, 1975, p. 129 [1906].

15. *Ibid.*, p. 188.

16. R. Madhav, *The New World: 21st Century Global Order and India*, New Delhi, Rupa, 2025, p. XII.

17. *Ibid.*, p. XIII.

18. *Ibid.*, p. XIV.

19. Cité dans V. K. George, « Modi Meets the World », *op. cit*.

20. A. Mazumdar, « India's Soft Power Diplomacy under the Modi Administration: Buddhism, Diaspora and Yoga », *Asian Affairs*, 49/3, 2018, p. 468-491.

21. C. Le Gallais, « Les États-Unis, foyer de la mondialisation du yoga », dans Y. Tardan-Masquelier (dir.), *Yoga. L'encyclopédie*, Paris, Albin Michel, 2021, p. 531.

22. *Ibid.*, p. 534.

23. P. Tomatis, J.-P. Laffez, C. Le Gallais, « L'histoire du yoga en France », dans Y. Tardan-Masquelier (dir.), *Yoga*, *op. cit.*, p. 540.

24. R. Voix, « L'Inde "guru du monde" ? Le yoga instrumentalisé », dans Y. Tardan-Masquelier (dir.), *Yoga*, *op. cit.*, p. 617.

25. Lorsque ses interlocuteurs s'expriment en anglais, Modi n'a pas besoin d'interprète, mais il leur répond en hindi grâce à un interprète. Voir sa conversation avec Mahinda Rajapaksa : « No More English, Modi Chooses Hindi for Talks with Foreign Leaders », *The Indian Express*, 5 juin 2014.

26. J. Puri, « Sculpting the Saffron Body: Yoga, Hindutva, and the International Marketplace », dans A. Chatterji, T.B. Hansen, C. Jaffrelot (dir.), *Majoritarian State: How Hindu Nationalism Is Changing India*, Londres, Hurst, 2019, p. 321.

27. S. Parashar, « 50 Nations, Including China and US, Back Modi's Call for International Yoga Day », *The Times of India*, 31 octobre 2014.

28. R. Voix, « L'Inde "guru du monde" ? Le yoga instrumentalisé », *op. cit.*, p. 618.

29. Cité dans F. Squarcini, « L'invention de la Journée internationale du yoga », dans Y. Tardan-Masquelier (dir.), *Yoga*, *op. cit.*, p. 62.

30. Cité dans « Yoga: How Did It Conquer the World and What's Changed? », *BBC*, 22 juin 2017.

31. Morarji Desai National Institute of Yoga, *Our Courses*, New Delhi, Ministry of Ayush, 2026.

32. « Yoga Teachers in Indian Missions », New Delhi, Ministry of Ayush, 2018.

33. « Yoga Teachers to Promote Indian Culture Overseas through Diplomatic Missions », *The Indian Express*, 5 mars 2018.

34. M. Rahman, « Indian Prime Minister Claims Genetic Science Existed in Ancient Times », *The Guardian*, 28 octobre 2014.

35. R. Jain, T. Lasseter, « By Rewriting History, Hindu Nationalists Aim to Assert Their Dominance over India », *Reuters*, 6 mars 2018.

36. « English Rendering of PM's Address at the One World TB Summit », Press Information Bureau, Government of India, 24 mars 2023.

37. « Remarks by Prime Minister Shri Narendra Modi at the Leaders' Plenary of the 3rd Summit for Democracy », New Delhi, Ministry of External Affairs, 20 mars 2024.

38. « India Is the Mother of Democracy », *Organiser*, 25 juin 2023.